

**Réponse de SRR à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet d'annexe à la décision  
proposant les modalités d'attribution de fréquences de la bande 900 MHz à La Réunion  
Version publique**

## *Préambule*

La présente consultation publique vise à définir les conditions et modalités des procédures d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences (AUF) dans la bande 900 MHz à La Réunion susceptibles d'être proposées au ministre en charge des communications électroniques.

Ce projet de décision permettra à l'ARCEP, au terme d'un appel à candidature, de **réattribuer** aux opérateurs mobiles réunionnais les fréquences « *historiques* » de la 2G et de la 3G parmi lesquelles 5 MHz duplex seront mis à disposition dès la délivrance des AUF et 29,8 MHz à partir du 1<sup>er</sup> mai 2025, les autorisations actuelles arrivant toutes à échéance le 30 avril 2025.

## **[SDA]**

SRR souhaite donc alerter l'Autorité sur les points suivants:

### **- S'agissant des critères de qualification des candidats**

SRR souhaite que soient insérés dans l'exposé des motifs (non soumis à consultation) des **critères contraignants sur la qualification des candidats**.

En effet, l'article L. 32-1 du CPCE dispose que : « *l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse prend, dans des conditions objectives et transparentes, des mesures raisonnables et proportionnées en vue d'atteindre les objectifs suivants : [...]* 7° *L'utilisation et la gestion efficaces des fréquences radioélectriques [...]* ».

En application de ces dispositions, SRR souhaite que la procédure d'attribution en bande 900 MHz prévoit notamment que les candidats s'appuient obligatoirement sur un réseau mobile pré existant ou qu'elle intègre suffisamment de critères qui conduisent à cette exigence.

### **- S'agissant de la durée des autorisations**

Le projet soumis à consultation prévoit que les AUF soient délivrées pour une durée de 12 ans fixée sur l'échéance des AUF en bande 700/3,5 et prolongeables le cas échéant de 5 ans dans des conditions qui seront fixées sur la base du bilan dressé en 2034.

SRR n'est pas favorable à une durée aussi courte qui n'est (i) ni conforme au code européen des communications électroniques, (ii) ni suffisante pour garantir la rentabilité des investissements consentis.

Pire, l'ARCEP prévoit la possibilité d'y introduire au terme du bilan des modifications qui seront « *établies de manière objective et proportionnée* » et pourront « *inclure de **nouvelles obligations** [...]* ».



**[SDA]**

- **S'agissant des modalités d'attribution par enchères principales à un tour sous pli fermé**

La procédure d'appel à candidatures pour l'attribution des fréquences en bande 900 prévoit 4 blocs de 5 MHz, 9,8 MHz, et 2\*10 MHz duplex au terme d'une enchère principale à un tour sous pli fermé.

**[SDA]**

\*       \*

\*